
La demande d'adhésion de la Turquie à la Communauté européenne. Quelques réflexions sur l'avis de la Commission

Deniz AKAGÜL



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/416>
ISSN : 1777-5396

Éditeur

AFEMOTI

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 1990
Pagination :
25-32
ISSN : 0764-9878

Référence électronique

Deniz AKAGÜL, « La demande d'adhésion de la Turquie à la Communauté européenne. Quelques réflexions sur l'avis de la Commission », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien* [En ligne], 10 | 1990, mis en ligne le 30 mars 2004, consulté le 22 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/cemoti/416>

Ce document a été généré automatiquement le 22 avril 2019.

Tous droits réservés

La demande d'adhésion de la Turquie à la Communauté européenne. Quelques réflexions sur l'avis de la Commission

Deniz AKAGÜL

RÉSUMÉS

L'avis de la Commission (décembre 1989) sur la demande d'adhésion turque déposée en avril 1987 traduit le changement d'attitude de la CE qui est profondément influencé par les bouleversements intervenus avec la fin de la guerre froide. La lecture de l'avis est à cet égard instructive et les contradictions observées dans le volet économique révèlent le changement d'esprit intervenu en corollaire à la fin de la guerre froide. La Commission, qui évoque l'importance de la charge financière liée au sous-développement de l'économie turque pour justifier l'ajournement de la demande turque, n'hésite pas pour autant à proposer dans le cadre d'une coopération avancée la réalisation de l'union douanière dont les vertus pour une économie sous-développée sont discutables. Le schéma de fonctionnement envisagé pour une coopération avancée témoigne du degré de solidarité économique qui est le reflet de la solidarité politique, dont l'explication renvoie à d'autres facteurs d'ordres politique, culturel qui se sont renforcés avec les changements du contexte international. Dans cette perspective, les rapports d'association paraissent pour la Communauté comme une formule médiane idéale. Sans doute parce que la défaillance de la Turquie dont les structures politiques et économiques n'atteignent pas les normes communautaires mais qui reste un allié important dans le Moyen-Orient pourrait coûter cher à la Communauté, autant que sa présence à part entière peut devenir encombrante.

Dans ce sens, l'avis du 18 décembre 1989 annonce le caractère durable du non “ provisoire ” de la CE.